

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal des guerres de l' Otan Opération Unified Protector

N° 91 du 26.06 au 25.07.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Alexander Cockburn : La débâcle de l'OTAN en Libye.

Le président sud-africain Jacob Zuma hausse le ton

Première division des Alliés de l'Otan sur la poursuite des frappes.

Armen Oganessian : L'OTAN travestit la réalité en Libye.

Le conflit libyen est monté de toutes pièces"

L'OTAN travestit la réalité.

L'OTAN prépare les rebelles au pouvoir.

Marti Hiken : Les nations européennes ne veulent plus jouer leur rôle dans l'OTAN.

1 Paroles & action

Otan : Opération UNIFIED PROTECTOR : Direction par l'OTAN de l'embargo sur les armes à l'encontre de la Libye.

Au cœur des débats.

L'OTAN donne des signes de son intention d'assassiner Kadhafi.

2 Guerres de l'Otan

Au jour le jour

3 Politique

Kadhafi sollicite l'intervention du Nigeria

b) L'Otan

Otan - Paroles & action

L'OTAN refuse de cesser ses opérations en Libye.

Sur le terrain

"Un millier de civils tués par l'Otan"

c) Les Usa

Tiré à part :

Alexander Cockburn : La débâcle de l'OTAN en Libye.

Après trois mois et demi de bombardements et de livraisons d'armes à différentes factions rebelles, l'échec de l'OTAN dans ses efforts pour promouvoir un « changement de régime » en Libye est désormais évident.

A l'évidence, les commandants de l'OTAN espèrent encore en la bombe chanceuse qui tuerait Kadhafi, mais à ce jour le pouvoir est encore entre les mains du dirigeant libyen, tandis que les chances de l'OTAN s'entredéchirent.

Les rapports sur les délibérations à Istanbul du Groupe de Contact de l'OTAN ont un côté surréaliste, où la Secrétaire d'Etat (US) Clinton et le Ministre des Affaires Étrangères britannique Hague ont solennellement réaffirmé leur engagement pour un

changement de régime et une consolidation des relations avec le Conseil de Transition à Benghazi, alors que l'humiliation de toute l'expédition de l'OTAN entrera dans les livres d'histoire comme un avertissement sur les dangers des illusions politiques au service de « l'interventionnisme humanitaire », comme un exemple du travail épouvantable effectué par les services de renseignement, des illusions sur les bombardements et la suprématie des airs, et sur une des pires campagnes de presse jamais vue.

Prenez par exemple le premier ministre britannique David Cameron. Il peut remercier Rupert Murdoch, et même le misérable Andy Coulson pour l'ironie de cette histoire. Son incroyable erreur de calcul et son obstination à embaucher l'ancien rédacteur de News of the World, Coulson, a tellement occupé l'espace médiatique ces derniers jours qu'elle occulte une autre incroyable erreur de calcul sur la scène internationale et lui évite railleries et critiques.

Lorsque Cameron a rejoint le président français Sarkozy au début de mois de mars dans sa charge contre Kadhafi, apparemment aucune mise en garde n'est venu troubler l'ambiance guillerette qui régnait à Downing Street (bureaux du premier ministre britannique – NdT). C'était comme si les bourdes et les erreurs de Blair en Irak, sans cesse exhumées au cours des années qui ont suivi, n'avaient jamais existé.

Cameron, comme Sarkozy, Clinton et Obama, étaient en possession de rapports des services de renseignement sur la situation en Libye. Est-ce qu'un de ces rapports leur a expliqué que Kadhafi pouvait se révéler plus dur à cuire que les dirigeants tunisien ou égyptien, qu'il pouvait même bénéficier d'un certain soutien populaire à Tripoli et dans ouest du pays, qui a toujours été en conflit avec Benghazi et les régions de l'est ? Si c'est le cas, est-ce que quelqu'un l'a lu ?

La presse occidentale, de même qu'Al Jazeera, n'a pas été d'une grande aide dans cette affaire. Les accusations initiales contre Kadhafi et le « génocide » commis contre son propre peuple ou le recours aux viols massifs s'appuyaient sur des rumeurs invérifiables et des bulletins de propagande diffusés depuis Benghazi et ont été discrédités par des organisations respectables telles qu'Amnesty International et Human Rights Watch. Toute prétention que la Cour Internationale de Justice pouvait avoir en matière d'impartialité a été minée par son instrumentalisation au service de l'OTAN, par des inculpations hâtives lancées contre Kadhafi et ses plus proches collaborateurs à chaque fois que les intérêts de l'OTAN étaient en jeu. Les journalistes à Benghazi sont devenus les Pom-Pom girls de ce qui depuis le début n'était à l'évidence qu'un ramassis de factions disparates et désorganisées. Les journalistes à Tripoli ont été réticents à écrire une seule ligne qui pouvait paraître aux yeux de leurs rédacteurs en chef trop « complaisante » à l'égard Kadhafi, un personnage diabolisé en Occident depuis pratiquement le début de ses 40 ans de pouvoir. Les progressistes américains (et français, pardi ! - NdT) exultaient parce qu'ils tenaient là enfin une « guerre juste » et pouvaient applaudir les bombardiers de l'OTAN avec la conscience tranquille et s'accrocher à leurs fantasmes sur la pureté révolutionnaire des rebelles.

L'histoire nous démontre qu'aucun largage de milliers de tonnes de bombes et de missiles, et quel que soit leur soi-disant « précision chirurgicale », ne provoque un élan d'enthousiasme de la part des civils qui les reçoivent, même lorsque chaque projectile est tamponné et certifié « humanitaire » et largué « avec les meilleures intentions du monde ». Tripoli a récemment connu de vastes manifestations pro-gouvernementales. La population Libyenne est de 6 millions, dont 4 à Tripoli. Kadhafi se promène dans la ville dans une Jeep ouverte. Un grand nombre d'AK-47 ont été distribués aux comités de défense civile. Les forces de sécurité de Kadhafi ont-ils obligé tous ces gens à aller manifester ? C'est peu probable.

Cette semaine, la presse occidentale s'est empressée de relayer l'histoire d'une poignée de prisonniers qui ont dénoncé Kadhafi. Eh bien, si vous étiez un prisonnier avec des pistolets rebelles posés sur la tempe, proclameriez-vous votre fidélité à l'objet de leur colère ou murmuriez-vous que vous avez été enrôlé de force dans son armée ? Ne s'agit-il pas là du B-A-BA du journalisme ? Sont-ils des « mercenaires noirs » ou des Libyens du sud qui sont à la fois noirs et membres des milices de Kadhafi ?

D'autres indications sur les erreurs de jugement de l'OTAN ont été ses rebuffades envers les accusations de dirigeants africains, russes et même de pays membres de l'OTAN comme l'Allemagne, selon lesquelles les mandats des deux résolutions du Conseil de Sécurité de l'OTAN votées en février et mars – la protection des populations civiles – étaient ouvertement violés et remplacés par une campagne visant à tuer Kadhafi et à installer un « gouvernement provisoire » bancal à Benghazi, composé depuis le début par une bande de personnages douteux.

Au début du mois de mars, Sarkozy, qui trainait dans les sondages, a cru aux conseils de « nouveau philosophe » Bernard-Henri Lévy, après l'excursion entreprise par ce dernier à Benghazi le 6 mars, selon qui il suffisait de se baisser pour ramasser la Libye et son pétrole. Le 11 mars, Sarkozy a décidé précipitamment de reconnaître le gang de Benghazi comme le gouvernement légitime de la Libye et a attendu en toute confiance la chute de Kadhafi.

Dans un compte-rendu hilarant sur la débâcle de l'OTAN, Vincent Jauvert du Nouvel Observateur a récemment révélé que les services de renseignement français avait assuré à Sarkozy et au ministre des affaires étrangères Juppé qu'« à la première frappe (aérienne), des milliers de soldats de Kadhafi feraient défection ». Ils avaient prédit aussi que les rebelles avanceraient rapidement sur Sirte, la ville natale de Kadhafi et l'obligeraient à fuir le pays. Chose que les puissances de l'OTAN ont triomphalement clamée en annonçant même que Kadhafi avait fui vers le Venezuela. Il ne fait pas hésiter à recourir au Gros Mensonge pour sa propre propagande sauf lorsqu'il sera inévitablement démenti 24 heures plus tard.

« Nous avons sous-estimé Kadhafi, » un déclaré un officier à Jauvert. « Il se prépare à l'invasion depuis 41 ans. Nous n'imaginions pas qu'il s'adapterait aussi vite. Pour le transport des troupes et des batteries de missiles, par exemple, personne ne pensait que Kadhafi irait acheter des centaines de camions Toyota au Niger et au Mali. Ce fut un éclair de génie : les camions sont identiques à ceux des rebelles. L'OTAN est paralysé. Ca retarde les frappes. Avant de bombarder les véhicules, les pilotes doivent s'assurer qu'il s'agit de forces de Kadhafi. Nous avons demandé aux rebelles de placer un signe particulier sur les toits de leurs camions, a dit un soldat, mais nous ne pouvons jamais être certains. Ils sont tellement désorganisés... » (traduction à partir de la version anglaise – NdT)

Lorsque la chute n'a pas eu lieu à la date prévue, le gouvernement français a admis du bout des lèvres au début de mois qu'il livrait des armes et des munitions aux groupes rebelles libyens. Nous pouvons présumer sans grand risque de se tromper que

la Grande-Bretagne mène ses propres opérations clandestines, et que la capture d'une unité de SAS/MI6 (forces spéciales/services de renseignement - NdT) par des fermiers Libyens n'est du meilleur augure.

A présent, la coalition de l'OTAN est en train de se déliter, même si la presse US n'en parle pas. Le ministre de la défense français Gérard Longuet a accordé une interview à la fin de la semaine dernière à une télévision française et il a dit que l'action militaire de la France avait échoué, et que l'heure de la diplomatie avait sonné. « Nous devons maintenant nous assoir autour d'une table. Nous arrêterons les bombardements dès que les Libyens commenceront à se parler entre eux et que les soldats des deux côtés retourneront dans leurs casernes. » (traduction à partir de la version anglais – NdT). Longuet a suggéré que Kadhafi pourrait rester en Libye, « dans une autre pièce du palais, avec un autre titre. »

Si les remarques surprenantes de Longuet étaient destinées à l'opinion publique française à la veille d'un vote à l'Assemblée Nationale, elles ont clairement été un choc pour Cameron et la Secrétaire d'Etat Clinton. Tout en renforçant l'impression d'une guerre civile au sein de l'OTAN, Cameron et Clinton ont précipitamment publié des déclarations qui réaffirmaient l'objectif d'un changement de régime, et que le départ de Kadhafi n'était pas négociable, comme exigé par le gang de Benghazi.

Mais Berlusconi, dont le pays est devenu la destination de dizaines de milliers de réfugiés qui fuient les combats et l'effondrement économique de la Libye, déclare à présent qu'il avait toujours été contre cette aventure de l'OTAN. Il pourrait refuser de renouveler quelques accords d'hébergement en Italie pour les puissances de l'OTAN engagées dans l'opération. L'Allemagne n'a jamais été enthousiaste. A l'origine, la France et la Grande-Bretagne nourrissaient l'espoir d'une collaboration militaire étroite mais l'espoir s'est rapidement évanoui pour toutes les raisons habituelles – inertie, méfiance et simple incompétence.

La méfiance de Sarkozy envers l'Allemagne et la Turquie était apparemment si intense, selon le Nouvel Observateur, qu'il a demandé que les officiers turcs et allemands présents dans la structure de commandement de l'OTAN soient mis sur la touche parce qu'ils auraient pu saboter la guerre étant donné les réticences de Berlin et d'Ankara pour toute l'opération. La règle veut que lorsque le commandant suprême de l'OTAN, un général américain, et le numéro deux, un Britannique, sont absents, c'est le numéro 3, un Allemand, qui prend le commandement. Sarkozy a fait suspendre cette règle.

Sous des pressions et des priorités politiques internes, Obama a joué à un double-jeu. Au départ, la précipitation vers le Conseil de Sécurité de l'ONU a été principalement une initiative de la Secrétaire d'Etat Clinton. A mi-février, sur le plan politique, Obama était dans une situation délicate. Il se racontait de plus en plus qu'il ne ferait pas un second mandat. Clinton s'est précipitée pour occuper ce qu'elle percevait comme un vide tentant, peut-être même en caressant l'espoir d'accélérer le déclin d'Obama et de se placer comme candidate potentielle pour 2012. Obama, qui en était encore soucieux de se débarrasser de sa réputation de « mauviette », a rapidement approuvé la mission de l'OTAN et contré les accusations d'inconstitutionnalité de cette décision. Clinton a aussitôt annoncé qu'elle n'était pas particulièrement intéressée par une carrière politique nationale après 2012.

En termes de matériel, les Etats-Unis ont joué un rôle crucial. Selon un général français cité par le Nouvel Observateur, « 33 des 41 avions ravitailleurs utilisés dans l'opération sont américains, la plupart des Awacs aussi, tous les drones également, comme 100% des missiles antiradars et des kits de guidage laser des bombes. Et ce n'est pas tout. L'essentiel des moyens de commandement et de contrôle de l'Otan comme la gigantesque bande passante qui permet de transmettre toutes les données sont américains ». Le directeur du renseignement militaire, le général Didier Bolelli, a révélé que plus de 80% des cibles affectées aux pilotes français en Libye étaient désignées par les services américains ! « Ils nous donnent juste ce qu'il faut pour que nous ne nous cassions pas la figure », assure un diplomate.

Ceux dont les souvenirs remontent à la débâcle de Suez en 1956 pourraient se remémorer comment Eisenhower a simplement donné l'ordre aux forces Britanniques, Françaises et Israéliennes d'abandonner leur objectif de renverser Nasser. Nous pourrions bien être en train d'assister à une nouvelle démonstration de la domination US qui s'est instaurée au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec l'administration Obama qui remet les choses en place en démontrant qu'une suprématie européenne dans la région méditerranéenne est vouée à l'échec.

Avant de prendre sa retraite, le Secrétaire à la Défense (US) Gates a pris soin de remuer le couteau dans la plaie lors d'un discours à Bruxelles : « la plus grande alliance militaire de l'histoire, est... engagée dans une opération contre un régime mal armé d'un pays sous peuplé – et pourtant de nombreux alliés sont à court de munitions et ont besoin des Etats-Unis, une fois de plus, pour combler le manque. » Il a déclaré d'un ton sinistre que « les futurs dirigeants politiques US... pourraient considérer que le retour sur investissement de l'Amérique dans l'OTAN ne vaut pas la dépense. »

Même si Obama est sans équivoque favorable à un changement de régime en Libye, après le constat d'échec de la campagne de bombardements l'ambiance politique ici n'est pas propice à une escalade - très coûteuse et plutôt rejetée par l'opinion publique.

Il n'y a rien qui indique que le dirigeant du Labour (le « PS britannique » - NdT), Ed Miliband, prêt à bondir pour saisir les rênes de la campagne anti-Murdoch, ait l'agilité politique suffisante pour griller Cameron pour la farce libyenne. Par nature, il est probablement plus enclin aux « interventions humanitaires » que Cameron et la seule chose qu'il pourrait reprocher à ce dernier est de n'avoir pas fait suffisamment d'efforts.

En résumé, la gauche devrait se réjouir d'assister à la déroute d'une simple expédition coloniale, avec de graves conséquences à long-terme en ce qui concerne la crédibilité de l'OTAN et ses faux semblants à l'égard du droit international. Un autre motif de réjouissances est le discrédit encore plus grand qui vient de frapper le tribunal fantôme connu sous le nom de Cour de Justice Internationale.

Et maintenant ? L'air est chargé de spéculations sur un éventuel accord, spéculations ponctuées par des bèlelements pieux des Américains et des Britanniques sur l'imminence de la chute de Kadhafi, que ce dernier serait à court de carburant, que les rebelles resserreraient leur étau sur Tripoli, que les Russes auraient négocié une sortie honorable. Il semble plus juste de constater qu'au bout de quatre mois et demi, l'OTAN et les interventionnistes sont en train de subir une humiliation. Ajoutez à ça l'humiliation de Rupert Murdoch et nous avons là largement de quoi lever nos verres très haut.

Le président sud-africain Jacob Zuma hausse le ton

L'«assassinat politique» de Kadhafi n'est pas une option

Le président sud-africain Jacob Zuma a haussé le ton face à l'OTAN, soulignant qu'elle n'avait pas été mandatée par l'ONU pour conduire «*l'assassinat politique*» de Mouammar Kadhafi, au moment où les rebelles ont lancé une offensive à seulement 50 km de Tripoli. Réuni dimanche à Pretoria, le comité des médiateurs de l'Union africaine (UA), composé de cinq chefs d'Etat – Afrique du Sud, Congo, Mali, Ouganda, Mauritanie – passait en revue les efforts de médiation devant aider à un règlement de la crise libyenne.

D'emblée, le président Jacob Zuma a souligné la «*préoccupation*» du comité et de l'assemblée de l'UA devant les «*bombardements continus de l'OTAN*», ajoutant que «*la finalité de la résolution 1973 (de l'ONU, adoptée le 17 mars) était de protéger le peuple libyen et faciliter les efforts humanitaires*».

Cette réunion s'est ouverte alors que les rebelles libyens ont indiqué samedi soir attendre rapidement une offre de Kadhafi pour mettre fin à une guerre de plus de quatre mois. Mais le porte-parole du régime libyen, Moussa Ibrahim, a déclaré dimanche que le colonel Kadhafi ne quitterait ni le pouvoir ni le pays. «*Kadhafi est ici. Il y reste. Il dirige le pays et il ne le quittera pas et il ne démissionnera pas parce qu'il n'a aucun poste officiel.*»

La rébellion a repoussé les loyalistes de 20 km, remontant vers le verrou stratégique de Bir al-Ghanam. Les deux camps s'affrontent à l'arme lourde, entre intenses bombardements aux roquettes de type Grad et tirs soutenus de mitrailleuses lourdes. A Tripoli, un bateau affrété par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est arrivé en provenance de la ville rebelle de Benghazi (est), avec quelques dizaines de familles à bord.

«*M. Rasmussen a jugé que [les livraisons d'armes par la France] permettaient de protéger la population civile, en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le sujet.*»

«*Les insurgés cherchent notamment à reprendre Bir Al-Ghanam, un carrefour stratégique à quelque 50 km au sud de Tripoli, afin d'être à portée de canon de la capitale libyenne.*» Il n'y a pas de civils à Tripoli.

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/f57565b0-a033-11e0-b9b8-170a8539b71a/Jacob_Zuma_hausse_le_ton_contre_l'OTAN

Première division des Alliés de l'Otan sur la poursuite des frappes.

L'Italie a ouvert la voie à une sérieuse division au sein de l'Otan en demandant mercredi un cessez-le feu en Libye, une éventualité aussitôt rejetée par Paris et le chef de l'Alliance.

Après une série de bavures qui a entaché la campagne "Protecteur unifié", le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, a estimé que "la suspension des actions armées est fondamentale pour permettre une aide immédiate" dans le pays en proie à un conflit depuis plus de quatre mois. Une proposition aussitôt rejetée par la France, estimant qu'une pause, même à des fins humanitaires, risquerait de permettre au leader contesté Mouammar Kadhafi "de gagner du temps et de se réorganiser".

A Bruxelles, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, s'est voulu clair: l'Otan va "continuer" ses opérations pour éviter que "d'innombrables civils supplémentaires perdent la vie". Pays abritant le quartier général de l'opération et des bases aériennes d'où décollent les bombardiers alliés, l'Italie a jeté un pavé dans la mare en dénonçant les raids contre les civils et l'enlèvement du conflit.

Un arrêt immédiat des hostilités "permettrait d'éviter ce que le CNT (Conseil national de transition, instance dirigeante de la rébellion) craint, à savoir une consolidation de la partition en deux de la Libye", a dit M. Frattini, à la veille d'un Conseil européen à Bruxelles. Se référant aux opérations de l'Otan, M. Frattini a également réclamé "des informations détaillées" et préconisé des "consignes claires et précises", après les erreurs "dramatiques" qui ont conduit à toucher des civils. "Ce n'est clairement pas la mission de l'Otan", a-t-il ajouté.

De son côté, le secrétaire général sortant de la Ligue arabe, Amr Moussa, qui a soutenu le lancement des frappes aériennes en Libye, a fait part de ses "scrupules" après les pertes civiles. "Quand je vois des enfants se faire tuer, mon devoir est d'avoir des scrupules. C'est pourquoi j'ai mis en garde contre le risque de pertes civiles", a déclaré M. Moussa.

L'Alliance atlantique a reconnu avoir tué par erreur neuf civils lors d'une frappe nocturne à Tripoli dimanche. Le 16 juin, l'Otan avait également frappé accidentellement une colonne de véhicules rebelles dans la région de Brega. Mais l'Alliance a insisté sur le fait qu'un raid aérien mené lundi à Sorman, à l'ouest de Tripoli et qui a fait selon les autorités libyennes 15 morts, dont trois enfants, avait frappé une "cible militaire légitime". Ce raid a visé une résidence de Khouildi Hmidi, un vieux compagnon de route du colonel Kadhafi.

Malgré les critiques, l'Otan semble entrer dans une nouvelle étape dans ses opérations en Libye, en visant

notamment les points de contrôle érigés sur les routes menant à Tripoli et les véhicules militaires légers équipés de canons anti-aériens ou de lance-roquettes

. Elle s'est défendu d'avoir visé mardi deux check-point aux alentours de Khoms, à 120 km à l'est de Tripoli, comme indiqué par la télévision libyenne qui a qualifié les cibles visées de "civils". Un responsable de l'Otan a assuré que les objectifs visés étaient tous "clairement militaires".

Dans son rapport quotidien, l'Otan a indiqué avoir visé mardi des véhicules militaires aux environs de Nalout et Zenten, dans la région montagneuse d'Al-Jabal Al-Gharbi, au sud-ouest de Tripoli, théâtre depuis plusieurs semaines de violents affrontements entre rebelles et forces loyalistes. L'Alliance a indiqué aussi avoir visé d'autres cibles aux environs de Zlitan à 40 km à l'ouest de la ville rebelle de Misrata, où il a essuyé mardi sa première perte en Libye, un hélicoptère drone américain.

Misrata a encore fait l'objet mercredi de tirs de "roquettes" des "pro-Kadhafi", faisant un nombre de blessés parmi les femmes et les enfants", selon un communiqué de la rébellion, qui a également fait état de l'exode de milliers de familles originaire de la région de cette enclave. Au niveau diplomatique, la rébellion a enregistré un nouveau succès mercredi après que la Chine a reconnu le CNT comme "interlocuteur important", mettant fin à sa politique de non ingérence dans ce conflit, trois semaines après ses premiers contacts avec la rébellion.

Le CNT a été reconnu comme "représentant légitime" du peuple libyen par une quinzaine de pays. D'autre part, l'Organisation de la conférence islamique a annoncé avoir dépêché une mission en Libye pour préparer une médiation en vue d'un règlement de la crise dans ce pays. La mission, dirigée par le chef du département politique de l'OCI, Mahdi Fathallah, doit rencontrer des responsables du régime et de la rébellion.

Depuis le 15 février, le conflit a fait entre "10.000 et 15.000" morts et obligé près de 952.000 personnes à prendre la fuite, selon des organisations internationales.

La Libre Belgique –

22/06/2011

Armen Oganessian : L'OTAN travestit la réalité en Libye.

"Avez-vous demandé l'autorisation de l'OTAN pour vous rendre à Tripoli?", a demandé à Kirsan Ilioumjnov un journaliste occidental lors d'une conférence de presse. Bien sûr, il était possible de répondre: "Est-ce que vos parents vous autorisaient à être impolis?" Mais cela n'aurait pas été diplomatique. "Le règlement du président de la Fédération internationale des échecs (FIDE) ne stipule pas qu'il est nécessaire d'informer l'OTAN." Sans préambule particulièrement recherché, Ilioumjnov a déclaré: "Le gouvernement libyen est prêt à négocier. Dès maintenant il est prêt à s'asseoir à la table des négociations avec les dirigeants de l'OTAN et avec ceux qui se trouvent à Benghazi."

En ce qui concerne "l'autorisation" de l'OTAN, la question est digne d'intérêt. Sur le plan informationnel, aujourd'hui la Libye est une terra incognita, elle ne peut pas utiliser ses satellites, et les médias libyens ne sont pas diffusés à l'étranger, même dans les pays voisins les plus proches. Ce vide a été comblé par les rapports officiels et bravaches des politiciens et des généraux de l'OTAN. En ce qui concerne les "reportages en direct" des médias étrangers, il s'agit généralement d'un texte adapté par les rédactions aux images parvenant depuis les lieux des événements. Et le sens des événements est souvent altéré au point de ne plus du tout correspondre à la réalité. En d'autres termes, une machine de propagande en a remplacé une autre. D'autre part, en Libye toutes les chaînes occidentales et russes fonctionnent. Selon Ilioumjnov, les Libyens rient lorsqu'ils entendent les "salades" occidentales.

Dans une interview exclusive accordée à l'envoyé spécial du magazine *Mejdounarodnaïa jizn* (Vie internationale), qui a accompagné le président de la FIDE dans ce voyage, ce dernier a déclaré: "J'ai traversé la moitié du pays, j'ai vu des villes et des villages qui, selon les médias occidentaux, était "occupés par les rebelles", et où, soi-disant, "des combats violents avaient lieu." Et à ce moment précis nous étions à ces endroits! Et lorsqu'on revenait vers la frontière tunisienne, les médias occidentaux annonçaient que la ville de Zaouïa était "occupée par les rebelles", or nous l'avons traversée et il n'y avait aucun combat!" Bien sûr, la résolution de l'ONU n'avait pas du tout prévu le blocus de l'information en Libye. Qui plus est, la censure.

Le tableau objectif des événements en Libye contredit foncièrement les communiqués triomphants de l'OTAN. Finalement, tout s'est réduit au fait que l'OTAN pousse à agir ceux qu'on appelle les rebelles, et ces derniers répondent invariablement: "Bombardez plus, bombardez encore!" En prenant partie pour les rebelles, l'OTAN provoque l'exacerbation de la guerre civile et n'est absolument pas intéressée par la paix civile tant que Kadhafi n'est pas balayé de l'échiquier politique.

Désormais, il est clair que les priorités initiales de l'OTAN n'étaient pas la paix et la sécurité de population civile, mais seulement la réalisation d'objectifs politiques. C'est la raison pour laquelle il n'y aura aucune réponse à la volonté de Kadhafi de commencer les négociations immédiatement après la cessation des raids aériens. Les alliés ont besoin d'une guerre avec une fin victorieuse.

Kirsan Ilioumjnov a vu les hôpitaux et les immeubles en ruines. Et il a trouvé en lui le courage d'exprimer sa compassion à Kadhafi pour la mort de ses petits-fils âgés de 2 ans, et de sa petite-fille de 2 mois, qui avaient été tués pendant un bombardement de la capitale libyenne. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que l'opération actuelle fait couler le sang des enfants libyens, ce qui aurait dû attirer l'attention de la Cour pénale internationale. Ou une nouvelle fois on mettra tout sur le dos de la résolution des Nations Unies?

Lors de l'entretien avec Kirsan Ilioumjnov, Kadhafi a fait allusion aux dessous économiques de l'opération. 160

milliards de dollars, toutes les réserves monétaires de la Libye ont été gelées sur les comptes étrangers. "J'ignore pourquoi tout le monde dit que cet argent appartient à Kadhafi. Ce n'est pas l'argent de Kadhafi, il appartient à la Banque centrale nationale, aux entreprises publiques, à la population libyenne! Si ces 160 milliards sont nécessaires pour renforcer l'euro, pour le règlement de leurs problèmes, qu'ils le disent!"

On sait qu'à une époque la Libye a abandonné l'élaboration d'armes de destruction massive, nucléaires, chimiques, bactériologiques, ainsi que la fabrication de fusées-porteuses. Kadhafi a déclaré à Ilioumjinov que les fonds économisés ont été notamment alloués à la construction des voies ferrées, dont l'appel d'offres a été remporté par la Russie. Puis Kadhafi a ajouté: "Quel exemple l'OTAN montre actuellement aux pays tels que la Corée du Nord, l'Iran et autres? Que la force appartient à celui qui possède des armes? J'ai été contraint d'abandonner la production de ces armements. Et aujourd'hui, la Libye est bombardée. S'avère-t-il que tel est le sort des Etats petits et faibles?"

Selon Kirsan Ilioumjinov, Kadhafi paraissait lucide, la rencontre ne s'est pas tenue dans un bunker et son interlocuteur n'avait pas l'air d'un homme préoccupé par son propre sort. Mais l'amertume de la perte de ses proches était évidente: "Je sais que j'ai été condamné à mort avec mes proches et parents. Mais quel tort une fillette avait-elle fait à l'OTAN?"

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction

Armen Oganessian

17 juin

20 juin

<http://fr.rian.ru/...>

Le conflit libyen est monté de toutes pièces"

L'OTAN travestit la réalité.

Le conflit libyen est monté de toutes pièces"

Les révélations de Saïda Benhabiles ex ministre Algérienne

De retour de Libye où elle a rencontré les membres du Conseil national de transition, des jeunes insurgés et les responsables de Tripoli, Saïda Benhabiles, ancienne ministre algérienne et présidente d'une association, a fait hier au Temps d'Algérie des révélations, à Alger, lors des assises nationales sur la société civile, qui risquent d'éclabousser les régimes de Nicolas Sarkozy, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique.

Guerre impérialiste de Libye: vers une invasion américaine et une destitution d'Obama ?...

Un journaliste fixe la date du début de la Troisième guerre mondiale

L'OTAN souffre de sérieux problèmes de financement

Le conflit libyen est monté de toutes pièces, selon l'ancienne ministre, qui détient des preuves irréfutables sur les intentions des pays occidentaux qui ont déclaré la guerre au «frère d'hier», Mouamar El Kadhafi.

En effet, Saïda Benhabiles a effectué récemment un voyage «dangereux», au prix de sa vie, pour voir de visu la «révolte» du peuple libyen, devenu le «fonds de commerce des responsables européens et américains, ainsi que certains dirigeants impitoyables des pays arabes, notamment l'émir du Qatar».

L'ancienne ministre a dû avoir l'autorisation de l'écrivain et philosophe français juif, Bernard Henri Lévy pour se rendre à Benghazi. Ce dernier est devenu «le chef des insurgés». «Il est au courant de tout et coordonne toutes les actions», a tenu à souligner notre ministre, s'interrogeant sur le rôle de ce personnage dans le conflit libyen. Les forces de l'Otan tuent les civils, les enfants, les femmes, des simples citoyens et tirent sur tout ce qui bouge. Nous avons vu des images horribles, même les hôpitaux n'ont pas échappé à cette alliance militaire. Il faut que l'ONU suspende d'urgence la résolution d'intervention des forces militaires

en Libye. C'est un massacre des populations. Ce que j'ai vu en Libye est impardonnable.

Il y a plus de drapeaux français que libyens», témoigne-t-elle offusquée et indignée. «Les citoyens libyens n'arrivent pas à admettre que leur pays aussi riche devienne d'un coup un terrain pour avions. Tous les Libyens sont armés, même les enfants possèdent des fusils et des pistolets. Il n'y a aucune sécurité et les groupes terroristes ayant fuit les prisons sont en force et font ce qu'ils veulent.

C'est le chaos total», ajoute-t-elle, signalant que le guide de la Révolution libyenne a le mérite d'avoir distribué la richesse à son peuple, mais n'en a pas fait autant pour l'armer politiquement contre l'Occident. «Je ne suis pas contre des manifestations pour la démocratie et le développement du pays avec plus de liberté et de critique.

Mais à la manière avec laquelle les choses ont été menées en Libye, on s'est rendu compte que les forces extérieures ont tout fait pour détruire ce pays qui regorge de richesses naturelles inestimables», a-t-elle signalé. «La révolte libyenne n'est ni populaire, ni spontanée et encore moins démocratique», selon elle.

Il s'agit d'une sanction infligée au peuple libyen par «les maîtres du monde» qui ont perdu la Tunisie et l'Egypte et qui veulent également détruire la Syrie en entraînant les «médias de guerre, dont la chaîne El Jazira et d'autres canaux américains et européens».

Le Conseil national de transition se compose de ressortissants étrangers qui

n'ont rien à voir avec la Libye, le reste des membres du CNT sont des personnages opportunistes, comme l'ancien ministre de la justice de Kadhafi, Mustapha Abdujalil Al Bayda, aujourd'hui président du Conseil.

A cela, il faut ajouter les monarchistes traditionalistes Senoussi, qui veulent prendre leur revanche sur la révolution verte en utilisant les Libyens.

Tous les réseaux de renseignements sont présents en Libye, surtout à Benghazi, les

>> services du Mossad, de la DGSE et britanniques. Le pays est infesté d'agents secrets qui utilisent et ont

recours à toutes les nouvelles technologies de propagande de guerre et médiatiques. L'armée libyenne fait face à de puissants militaires venus d'Israël et aux puissances occidentales.

L'ancienne ministre algérienne promet d'animer une conférence de presse à Alger pour révéler les secrets de cette guerre déclarée au peuple libyen et de revenir sur les circonstances de son voyage dans ce pays frère qui a duré plus d'un

mois où elle a passé des nuits blanches par crainte d'être arrêtée par les services de renseignements israéliens ou européens. Notons que la mission a été menée sous la bannière du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) ce qui a permis à l'Algérienne de passer inaperçue et d'éviter des embêtements aux frontières.

L'autre point à souligner est celui du refus des autorités françaises (le ministère des Affaires étrangères) d'accorder une salle aux animateurs du mouvement associatif qui ont effectué cette mission en Libye afin de rendre public leur rapport. Il a fallu l'aide du directeur de la revue Afrique

Asie pour que les animateurs de ce centre puissent avoir le droit à la parole dans un pays qui se réclame comme la nation des droits de l'homme.

<http://www.letempsdz.com//content/view/58951/1/>

L'OTAN prépare les rebelles au pouvoir.

Parmi les rebelles de second type, ceux qu'il est tout à fait normal de bombarder, les rebelles afghans bien sûr. Si le rebelle se trouve dans sa famille au milieu de ses enfants, c'est "dommage collatéral", mais c'est normal. On inventera qu'il les prenait comme bouclier humain, et qui pourra les contredire? *"Selon l'Isaf, les forces de sécurité recherchaient un chef de ce réseau lorsqu'elle ont essayé des tirs de roquettes et de fusil d'assaut"...*

Quant aux bons rebelles, qui combattent au nom des droits de l'homme et des libertés, assez bizarrement le peuple libyen n'a pas l'air très désireux de les attendre pour fêter leur liberté retrouvée avec eux : *"La liste des villes fantômes s'allonge dans le Djebel Nefousa, à mesure de l'avancée des rebelles"*, cf ci-dessous.

La rébellion libyenne obtient la pleine reconnaissance de ses alliés [, et les avoirs du peuple libyen, transformés en garantie de dette]

Bien que cela n'ait pas un impact réel sur la mainmise sur la Libye du colonel Mouammar Kadhafi, cette reconnaissance facilite le financement par les alliés de la rébellion.

« *Cela veut dire que nous allons pouvoir dégeler un certain nombre d'avoirs appartenant à l'État libyen puisque c'est le CNT qui exerce désormais cette responsabilité* », a fait valoir le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé.

La Turquie a appelé tous les pays participants à la réunion à envisager l'ouverture de lignes de crédit au CNT.

Rome a d'ailleurs annoncé avoir avancé quelque 100 millions d'euros au CNT sous forme de crédits garantis par les avoirs gelés de Tripoli en Italie et promis 300 autres millions d'ici deux semaines.

Le CNT réclamait depuis longtemps la rétrocession des avoirs de membres du régime Kadhafi, gelés en février par le conseil de sécurité de l'ONU. Aux États-Unis seulement, 34 milliards de dollars sont gelés.

La secrétaire d'État américaine a salué la « *promesse [du CNT] de poursuivre des réformes démocratiques ouvertes* », qui a rendu possible cette reconnaissance diplomatique accrue.

[Celle-là, elle est bien bonne:]

Radio-Canada.ca avec Agence France Presse et Reuters,
15/07/11

Marti Hiken : Les nations européennes ne veulent plus jouer leur rôle dans l'OTAN.

La récente diatribe de Robert Gates contre les 28 membres de l'OTAN qui "consomment de la sécurité au lieu de la produire" et qui ne font pas leur part de guerre sanglante est soit un avertissement soit un signe avant-coureur de l'évolution de la relation entre les USA et les nations européennes.

Les nations européennes refusent de participer aux guerres américaines et les USA n'aiment pas ça. Les Européens ont collaboré de plein gré aux ambitions impérialistes des USA aussi longtemps qu'on leur a demandé de se consacrer aux missions "douces" c'est à dire le soutien humanitaire pendant que les USA s'occupaient des missions "dures" à savoir les missions de combat. Ce qui est clair est que les besoins, à la fois économiques et politiques, des 28 pays vont dans des directions opposées et qu'il y a peu d'unité parmi les membres de l'OTAN. L'Europe apparemment ne partage pas la vision étasunienne de l'hégémonisme et de l'impérialisme étasuniens. Depuis la création de l'OTAN en 1949 pour renforcer la défense de l'Europe et pour maintenir la paix et la coopération dans l'Europe conflictuelle après les deux guerres mondiales, ses membres européens ont été incités à soutenir la politique étrangère étasunienne. De fait, il en est ressorti un Plan Marshall constamment tourneboulé et financé par les contribuables étasuniens à hauteur de 75% des dépenses militaires de l'OTAN. Cela permet aux USA de projeter leur ambition hégémonique sur le reste du monde et s'appuyant sur leurs alliés européens sous le prétexte de "défendre" les nations Nord Atlantiques.

Alors que la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) aurait pu être tournée vers le développement de capacités militaires pan-européennes qui auraient permis à l'Europe de contrôler plus ou moins son destin, les Européens ont au contraire choisi de "mettre l'accent sur les institutions plutôt que sur les capacités militaires effectives."

Pendant ces dix dernières années, toujours pour justifier la continuation de l'existence de l'OTAN, on est passé de la nécessité de contrer l'Union Soviétique et le bloc de l'est à celle de s'opposer au terrorisme avec son éternel cortège d'opérations militaires sur toute la planète assorti d'activités destinées à remplir les coffres des multinationales étasuniennes.

Une à une les nations européennes sont entrées dans l'alliance, attirées par la propagande mensongère comme l'âne par la carotte attachée sous son nez au bout d'un bâton. Alors que le système de missiles de défense et autres investissements étasuniens ont donné par le passé un sentiment de sécurité ainsi que du travail et de la technologie à de nombreux pays, l'Otan d'aujourd'hui et son programme de missiles de défense repose largement sur l'idée d'empêcher une agression de l'Iran.

Du point de vue européen, c'était un bon accord, et ses membres ont accepté de participer à l'OTAN surtout pour bénéficier de la manne technologique dans les domaines militaires et les services secrets que ce pays offre à ses alliés - c'est à dire aussi longtemps que les Etasuniens finançaient les opérations et que les Européens ne devaient pas s'engager dans le combat, ni tuer et être tués.

Au cours des 60 dernières années, pourquoi les Européens auraient-ils développé, fabriqué et entretenu leurs propres défenses et alliances militaires puisqu'ils pouvaient compter sur les USA pour le faire ? Prendre la carotte et la manger revient beaucoup moins cher que fournir la compétence et payer le coût élevé des armes et de la militarisation.

Quand Gates dit : "Cette situation découle en partie d'une manque de volonté politique et pour beaucoup d'un manque de ressources en période d'austérité" il ignore le fait que les pays européens doivent encore prendre en compte les inquiétudes de leurs citoyens qui n'ont pas envie que leur jeunesse soit sacrifiée et meure au même rythme que la jeunesse américaine. Il semble que les peuples de l'Europe ne veulent pas que leurs économies deviennent des systèmes militaires coûteux destinés à protéger les riches. "La sécurité nationale" et le matériel militaire n'a pas autant d'adeptes outre-Atlantique qu'ici aux USA. A la différence des politiciens étasuniens, beaucoup d'Européens demandent (et ont) des systèmes de santé pour tous, un filet de sécurité, un droit du travail et des emplois.

Ce qui se passe est intéressant parce que, même si les USA peuvent acheter et contraindre beaucoup de pays dans le monde, ils n'ont pas ce pouvoir sur les nations européennes. Les états européens ne forment pas une union ni une confédération ; ce sont au contraire des nations indépendantes qui ont chacune leurs propres élections. Les pays ont des gouvernements et des partis qui changent régulièrement ; ce sont des pays séparés qui doivent rendre des comptes à ceux qui les élisent et non pas aux militaires étasuniens. Quel pays pourrait lancer une attaque d'envergure contre l'Europe ? Il est ridicule de croire que les pays européens ont besoin de l'OTAN. Les pays européens pourraient facilement se retirer de l'OTAN et laisser les USA mener ses propres guerres.

On peut aussi se demander si l'Europe ne se livre pas une sorte de jeu passif-agressif avec les USA ? A-t-elle dupé les leaders étasuniens en fin de compte ? Puisque chaque nation européenne possède sa propre armée nationale et, en acceptant de faire le jeu des USA, tire profit de la collaboration et accumule de l'expérience en participant aux escarmouches et aux exercices de l'OTAN dans le monde, l'Europe va-t-elle finalement se retrouver à mille lieues devant les USA grâce aux ressources et aux connaissances technologiques accumulées ? Ou à l'opposé, en ne développant pas un solide système européen de défense correspondant à ses besoins, l'Europe ne risque-t-elle pas de voir retomber sur elle la colère des pays en voie de développement que les USA cherchent à dominer.

Une chose est sûre, les USA dictent la politique de l'OTAN en fonction des intérêts des USA. Gates l'a dit clairement : "Ce serait une grave erreur de la part des USA de renoncer à leurs responsabilités mondiales" y compris à l'augmentation de "leur engagement en Asie". Gates est convaincu que les Européens devraient être fiers de soutenir les objectifs impérialistes des USA dans le monde.

Marti Hiken

Marti Hiken est la directrice de Progressive Avenues. Elle est l'ancienne directrice associée de the Institute for Public Accuracy et ancienne présidente de the National Lawyers Guild Military Law Task Force.

On peut la joindre à : info@progressiveavenues.org. et visiter son site.

(Dissident Voice)

Pour consulter l'original et lire les notes : <http://dissidentvoice.org/2011/06/e...>

Traduction : Dominique Muselet

URL de cet article 14026

20 juin 2011

<http://www.legrandsoir.info/les-nations-europeennes-ne-veulent-plus-jouer-leur-role-dans-l-otan-dissident-voice.html>

Otan : Opération UNIFIED PROTECTOR : Direction par l'OTAN de l'embargo sur les armes à l'encontre de la Libye.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Depuis le 23 mars 2011, des navires de guerre et des avions de l'OTAN patrouillent les approches des eaux territoriales libyennes dans le cadre de l'opération Unified Protector. Leur mission consiste à réduire le flux d'armes, de matériels assimilés et de mercenaires vers la Libye, conformément à la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. L'opération dans son ensemble est commandée par le lieutenant-général Charles Bouchard, du Groupe de forces interarmées déployable Unified Protector. L'embargo maritime sur les armes est placé sous le commandement du viceamiral Rinaldo Veri, du commandement maritime de l'OTAN à Naples. Le pilotage politique de l'opération est assuré par le Conseil de l'Atlantique Nord, au siège de l'OTAN à Bruxelles. Depuis le 30 mai 2011, dix-neuf navires et sous-marins contrôlent et font respecter l'embargo sur les armes, avec l'aide d'avions de patrouille maritime et d'avions de chasse si nécessaire.

En exécution de leur mission, les forces navales de l'OTAN peuvent interdire à un navire d'entrer dans un port libyen ou d'en sortir si elles ont des raisons de croire que le navire ou sa cargaison sera utilisé pour des attaques contre des civils, que ce soit directement ou indirectement. Toute décision d'intercepter et/ou de dérouter un navire est prise au cas par cas par les commandants militaires de l'OTAN, sur la base de renseignements fiables. L'OTAN travaille en collaboration étroite avec l'Organisation maritime internationale et l'industrie du transport maritime pour limiter les perturbations éventuelles de la navigation. Les navires qui prévoient de transiter par la zone sous embargo sont dûment informés par l'OTAN des procédures de navigation et doivent lui notifier leur cargaison et leur destination, comme cela est précisé dans les messages d'avertissement qu'ils reçoivent. Sur la base des informations communiquées par les navires en transit, et à l'aide du système d'identification automatique des navires (qui fournit des informations générales sur la vitesse, la position, le cap et la destination) et des moyens de surveillance et de renseignement, l'OTAN vérifie les mouvements de navires dans la région, en faisant une distinction, d'une part entre le trafic légitime de nature commerciale, humanitaire ou privée et, d'autre part, les navires suspects, qui doivent être inspectés de plus près.

Les navires suspects sont interrogés par radio et, s'ils ne fournissent pas des informations satisfaisantes sur leur cargaison, les navires de l'OTAN sont autorisés à les intercepter. En dernier recours, les équipes de visite sont habilitées à employer la force pour accéder au navire et vérifier le journal de bord, la liste des membres d'équipage ainsi que le manifeste de fret. Jusqu'à maintenant, toutes les visites se sont déroulées sans opposition. Si des mercenaires, des armes ou d'autres objets suspects sont découverts, le navire et son équipage peuvent se voir refuser le droit de poursuivre leur route. Depuis le 30 mai 2011, 1 093 navires ont été interrogés et 60 visites ont été effectuées. Sept navires se sont vu refuser le droit d'entrer dans les ports libyens ou d'en sortir. Toutes les unités de l'OTAN sont parfaitement conscientes de leurs responsabilités en ce qui concerne la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS) prévue par le droit maritime international. Les navires de l'OTAN font tout leur possible pour répondre aux appels de détresse et prêter assistance si nécessaire.

Opération UNIFIED PROTECTOR - Protection des populations et des zones civiles

Le 31 mars 2011, l'OTAN a pris le commandement général des opérations militaires internationales en Libye, en application des résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Les actions de l'OTAN ont pour but de protéger les populations et les zones civiles contre des attaques ou contre la menace d'attaques. Cette mission vient en complément de l'imposition, par l'OTAN, d'une zone d'exclusion aérienne qui interdit l'espace aérien libyen à tous les vols, à l'exception des vols humanitaires, et qui empêche ainsi toute attaque depuis les airs contre les populations civiles. Le 1er juin 2011, l'OTAN et ses partenaires ont décidé de prolonger de 90 jours les deux volets de la mission, à compter du 27 juin 2011.

L'opération est placée toute entière sous le commandement du lieutenant-général Charles Bouchard, du groupe de forces interarmées multinationales Unified Protector. La gestion des opérations aériennes est assurée depuis le quartier général du commandement Air de l'OTAN pour le Sud-Europe, basé à Izmir, en Turquie. Le contrôle tactique en temps réel relève du Centre multinational d'opérations aériennes (CAOC) de l'OTAN situé à Poggio Renatico, dans le nord de l'Italie. Les opérations navales à l'appui de la mission sont dirigées depuis le commandement des forces maritimes de l'OTAN, à Naples.

La résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU autorise le recours à "toutes les mesures nécessaires" pour protéger les populations et les zones civiles contre des attaques ou contre la menace d'attaques. Conformément à ce mandat, l'OTAN mène des opérations de reconnaissance, de surveillance et de collecte d'informations afin d'identifier les forces qui présentent une menace pour les populations et les zones civiles. Les moyens aériens et maritimes de l'OTAN peuvent ensuite prendre à partie des objectifs au sol, en mer ou dans les airs. Les moyens militaires participant à l'opération comprennent des avions de combat, de surveillance et de reconnaissance, des avions ravitailleurs, des drones et des hélicoptères d'attaque. Au 31 mai 2011, les avions de l'OTAN et de ses partenaires avaient effectué plus de 9 000 sorties, dont plus de 3 400 missions de frappe. Des navires et des sous-marins chargés de faire respecter l'embargo sur les armes prennent part à la mission lorsqu'il y a lieu. Le ciblage relève de la décision des commandants opérationnels. Parmi les objectifs frappés à ce jour figurent des chars, des blindés de transport de troupes, des systèmes de défense aérienne et des pièces d'artillerie situés à la périphérie ou s'approchant de zones civiles névralgiques comme Misrata, Ajdabiyah et Zintan. A Tripoli, l'OTAN a frappé des centres militaires de commandement et de contrôle afin de paralyser le régime de Kadhafi et de l'empêcher de transmettre des ordres à ses forces. En ciblant ses objectifs, l'OTAN met tout en oeuvre pour éviter

de toucher des civils, et son action est toujours guidée par le principe du recours à la force minimale nécessaire. L'OTAN fait tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter l'acheminement de l'aide, comme on l'a vu à Misrata. L'OTAN y a en effet neutralisé les mines que les forces pro-Kadhafi avaient mouillées dans le port, ce qui a permis à l'aide humanitaire de parvenir à nouveau à ceux qui en ont besoin. L'OTAN n'a pas déployé de forces au sol, se conformant ainsi pleinement à la résolution

08 juin 2011 –

www.nato.int

Livraisons d'armes aux rebelles libyens: "Pas de problème"...

Le secrétaire-général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, ne voit "*pas de problème*" au parachutage récent d'armes par la France aux rebelles libyens, en dépit de l'embargo sur les armes visant la Libye. "*J'ai compris que ces livraisons de la France avaient pour objectif de protéger les citoyens et de leur donner la possibilité de se défendre contre les attaques du régime de Kadhafi*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles. [*et accessoirement de mener l'offensive vers Tripoli*]

La mission "Unified Protector" de l'OTAN en Libye s'articule autour de trois axes: la mise en oeuvre d'une zone d'exclusion aérienne, l'application d'un embargo sur les armes et la protection de la population contre la répression. En dépit de l'embargo, la France a livré ces derniers jours des armes aux rebelles.

M. Rasmussen a souligné mercredi que les livraisons ne s'inscrivent pas dans la mission de l'OTAN, mais il n'y voit pas pour autant un problème. Il a jugé qu'elles permettaient de protéger la population civile, en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le sujet.

Le secrétaire-général de l'OTAN a par ailleurs fait savoir que les représentants du Conseil national de transition libyen seraient reçus mercredi prochain par les 28 ambassadeurs des pays membres de l'organisation. Il aura également un entretien particulier avec eux. (belga)

Opération Unified Protector

La 'rébellion' libyenne reçue le 13 juillet par les pays de l'Otan...

Une délégation de la rébellion libyenne va être reçue le 13 juillet pour la première fois par les représentants de 28 pays de l'Otan à Bruxelles et parler avec eux de la transition vers la démocratie en Libye, a annoncé mercredi son secrétaire général Anders Fogh Rasmussen.

Le conseil de l'Otan (qui regroupe les ambassadeurs des pays de l'Alliance atlantique) aura une réunion informelle avec M. (Mahmoud) Jibril (le numéro deux de la rébellion) et d'autres représentants du CNT, le Conseil national de transition basé à Benghazi, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles.

Le but de cette réunion est d'échanger des points de vue et je pense que M. Jibril va présenter la feuille de route pour la transition vers la démocratie en Libye, a indiqué M. Rasmussen.

Le CNT a élaboré une telle feuille de route et c'est important pour le Conseil de l'Otan de discuter ce sujet avec M. Jibril, a-t-il souligné, répétant que le but primordial des entretiens était d'échanger des points de vue.

Le secrétaire général de l'Otan a souligné qu'il aurait lui-même en plus (...) une rencontre bilatérale avec M. Jibril ce jour-là. L'information sur une rencontre en tête-à-tête entre M. Rasmussen et la rébellion libyenne avait filtré mardi de source diplomatique mais pas celle d'une réception par l'ensemble des pays de l'Otan, qui marque un pas supplémentaire dans la reconnaissance internationale du CNT.

L'Otan, pour sa part, n'a pas encore de représentation à Benghazi.

A cette occasion, un membre du CNT doit aussi rencontrer la semaine prochaine le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy. Et il aura probablement aussi un entretien avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ainsi qu'avec un haut responsable du service d'action extérieure européen dont la chef, Catherine Ashton, sera alors absente.

Si la diplomate en chef de l'UE a déjà reçu à Bruxelles un envoyé du CNT, côté Otan ce sera une première.

M. Rasmussen n'a pas voulu évaluer les chances de l'offensive lancée mercredi matin par les rebelles de l'ouest en direction de Tripoli. Mais, a-t-il ajouté, il est clair que (le leader libyen Mouammar) Kadhafi perd du terrain.

Chaque jour sa machine de guerre est dégradée, ses généraux et ses ministres le lâchent et il a perdu le soutien de la communauté internationale. Bref, a-t-il estimé, la partie est terminée pour le numéro un libyen.

Le secrétaire général de l'Otan a souligné que depuis que l'alliance occidentale avait pris le contrôle des opérations le 31 mars, elle avait endommagé ou détruit 2.700 objectifs militaires légitimes, plus de 600 chars et pièces d'artillerie et près de 800 casemates et dépôts de munitions. Et, selon lui, le résultat est facile à voir.

Quant à la livraison d'armes par la France aux rebelles libyens dans la même région ouest du pays, M. Rasmussen a répété qu'elle ne relevait pas de l'Alliance atlantique, ne s'étant pas inscrite dans le cadre de l'Otan et n'ayant pas fait partie des opérations de l'Otan.

Se refusant à tout autre commentaire, il a cependant noté que cette livraison d'armes par la France avait eu pour but de protéger les civils en les rendant aptes à se défendre contre les attaques des troupes de M. Kadhafi.

AFP /

06 juillet 2011

Au cœur des débats.

L'OTAN donne des signes de son intention d'assassiner Kadhafi.

- Les avions l'OTAN ont mené lundi soir un raid sur la capitale libyenne, Tripoli, annonce la télévision libyenne, citant un porte-parole militaire. La même source précise que les avions de l'OTAN ont ciblé un autobus privé utilisé par le leader libyen lors de ses déplacements. A direction du Foreign Media en Libye a accompagné les journalistes et les correspondants de agences de presse et des chaînes internationales de télévision présents à Tripoli à la résidence du leader libyen à Bab Al-Aziziya où ils ont constaté les destructions causées par le bombardement et le bus endommagé. Selon les autorités libyennes, ce raid confirme l'intention de l'OTAN d'assassiner le leader libyen et sa famille.

Un représentant américain de l'Etat de l'Ohio et membre de la commission de l'armée et de l'armement au Congrès, Mike Turner, a déclaré, en citant un amiral américain au commandement de l'OTAN à Naples, que l'objectif de la campagne contre la Libye est l'assassinat du leader libyen et le changement du régime dans le pays.

Selon lui, l'amiral Samuel Walker a reconnu que les efforts sont intensifiés pour poursuivre Mouammar Kadhafi et son assassinat ainsi que pour opérer un changement de régime en Libye.

Il a affirmé que l'OTAN agit en dehors du mandat accordé par la résolution du Conseil de sécurité de 1973, soulignant la mesure dans laquelle l'OTAN tente de réaliser ses dessins outrepassa la mission de protection des civils, bien que le président Barack Obama a annoncé que l'objectif de l'opération en Libye n'est pas d'opérer un changement de régime.

Le président sud-africain, Jacob Zuma, a dénoncé les mandats d'arrêt lancés par la Cour pénale internationale (CPI) contre le guide libyen Mouammar Kadhafi et deux autres personnalités libyennes. 'Le président Zuma est extrêmement contrarié et préoccupé par la délivrance d'un mandat d'arrêt contre le colonel Kadhafi', a déclaré le porte-parole du président, Zizi Kodwa, dans une interview à une station radio. 'Il est vraiment malheureux que la CPI prenne une telle décision alors que l'Union africaine (UA) à travers son comité ad hoc a tant fait. Je pense que les progrès réalisés jusqu'ici montrent qu'il y a maintenant un engagement de la part des deux parties, à la fois de l'autorité libyenne dirigée par le colonel Kadhafi et du Conseil national de transition', a-t-il souligné. M. Kodwa estime que les mandats d'arrêt vont saper le travail du comité de l'UA. C'est la première fois que les juges de la CPI prennent une telle décision durant un conflit en cours. M. Zuma avait mis en garde l'OTAN contre l'usage de sa puissance militaire pour assassiner le numéro un libyen, rappelant que la résolution de l'ONU qui a autorisé l'OTAN à entrer en action en Libye avait pour objectif de protéger le peuple libyen et non de procéder à 'un changement de régime ou à un assassinat politique'.

Les avions de l'OTAN bombardent un marché de légumes

Tripoli, Libye - Les avions l'OTAN ont bombardé mardi soir des sites civils et militaires dans la région de Bir Al-Usta Milad, dans la banlieue-est de Tripoli, détruisant de nombreuses installations, selon un porte-parole militaire libyen.

Par ailleurs, la télévision libyenne a rapporté, citant un porte-parole militaire, qu'un raid de l'OTAN a ciblé le même jour un marché de légumes dans la région de Taouargha, à 250 km environ à l'est de Tripoli, tuant huit personnes et en blessant plusieurs autres. Le porte-parole militaire a indiqué que ce raid sur ce marché s'inscrivait dans le cadre du 'génocide collectif systématique de l'OTAN contre le peuple libyen'.

Il a réitéré les accusations contre l'Alliance accusée d'avoir commis 'des crimes contre l'humanité en Libye'.

29/06/2011

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/libye/libye:-1%E2%80%99otan-donne-des-signes-de-son-intention-d%27assassiner-kadhafi-2011062916808.html>

2 Guerres de l'Otan

Au jour le jour

L'OTAN bombarde une école technique à Tajoura.

Tripoli, Libye - Le vrombissement des avions de l'OTAN a été entendu vendredi soir au-dessus de la capitale libyenne, Tripoli, suivi par le bruit de trois explosions dont les échos ont retenti dans la banlieue ouest de la ville. Citant un porte-parole militaire, la télévision libyenne rapporte que les avions de l'OTAN ont bombardé vendredi des sites militaires et civils à Tajoura, la banlieue est de Tripoli. La même source précise que le bombardement a ciblé une école de formation technique pour les cadres d'ingénierie civile dans laquelle résident des centaines d'élèves, d'enseignants, d'ingénieurs et de techniciens. Selon cette source, ce raid aérien a provoqué des pertes humaines dont le nombre n'a pas été déterminé jusqu'à présent et à la destruction de nombreux bâtiments administratifs et des laboratoires de formation annexes.

Les avions de l'OTAN ont bombardé mercredi soir des sites civils et militaires dans la ville de Ouadane, dans la région de Jeffra, à 600 km au sud-est de Tripoli, causant des pertes humaines et des dégâts matériels, selon la télévision libyenne, citant une source militaire.

La région de Jeffra est une oasis en plein désert libyen qui a subi, rappelle-t-on, en juin dernier des dizaines de frappes aériennes, provoquant, selon les autorités locales, la destruction et l'incendie de plusieurs palmeraies et d'autres installations.

L'OTAN bombarde la ville de Ouadane dans le sud-est de la Libye

Pana,

14/07/2011

http://www.mauritanie-web.com/actualite_8458_8471_1-otan-bombarde-la-ville-de-ouadane-dans-le-sud-est-de-la-libye.htm

Les rebelles lancent une offensive dans l'Ouest et prennent un hameau.

Les rebelles ont déclenché mercredi une offensive dans l'ouest de la Libye, s'emparant du hameau de Goualich, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Tripoli, après plusieurs semaines d'enlèvement du conflit.

(...) D'intenses échanges de tirs d'artillerie avaient précédé la prise de Goualich et des avions de l'Otan avaient survolé la zone, mais n'avaient effectué aucun bombardement, selon le correspondant de l'AFP.

Cette intervention aérienne a eu pour but, ont assuré les insurgés, de les aider en faisant des repérages.

"Nous attendions avant de lancer cette attaque, nous avons finalement eu le feu vert de l'Otan ce matin (mercredi) et l'offensive a commencé", a expliqué un membre du comité révolutionnaire de Zenten, dans les montagnes à 120 kilomètres au sud-ouest de Tripoli.

La rébellion libyenne avait affirmé dimanche qu'elle se préparait à une opération majeure dans les 48 heures pour reprendre des secteurs au sud de la capitale tombés aux mains des troupes du régime et ainsi repousser la ligne de front davantage vers le nord.

Les insurgés, qui s'étaient emparés le 28 juin d'un important dépôt de munitions dans un endroit désertique à 25 km au sud de Zenten, cherchent désormais à faire sauter deux verrous stratégiques afin d'avancer significativement vers Tripoli, le bastion du régime.

Il s'agit, en premier lieu, de Bir Al-Ghanam, un carrefour qui leur permettrait d'être à portée de canon de la capitale, puis de Gharyane, ville où se trouvent les garnisons de l'armée protégeant Tripoli, et où l'Otan a affirmé mercredi avoir détruit six véhicules militaires, dont quatre chars.

Samedi, l'Alliance atlantique avait dit avoir intensifié ses bombardements dans l'Ouest, avec des objectifs situés entre les montagnes berbères du Djebel Nefoussa, près de la frontière tunisienne, et la cité de Misrata, à plus de 200 km à l'est de Tripoli.

Mercredi, elle a fait un raid sur des *"équipements militaires de ravitaillement"* permettant aux forces du colonel Kadhafi de s'approvisionner en carburant dans la région de Brega, dans l'Est.

En plus de l'appui aérien de l'Otan, les rebelles ont récemment reçu des armes parachutées par la France dans les montagnes de Nefoussa. Mais Paris a depuis arrêté ces largages qui ont souligné les divergences au sein de la coalition internationale, avec les réserves des Britanniques, et renforcé les critiques des adversaires de l'intervention armée, en particulier de la Russie. Dans cette région montagneuse, des dizaines de milliers d'habitants manquent de nourriture et dépendent totalement de l'aide alimentaire pour survivre, d'après un rapport du Programme alimentaire mondial (PAM). *[mais on y parachute des armes pour les rebelles, pour protéger la population civile...]*

AFP

Joe Kishore : La politique d'assassinat des États-unis.

Plus de cent jours depuis le début de la guerre en Libye, il apparaît ouvertement que la stratégie des États-Unis et de l'OTAN vise plus que jamais l'assassinat politique.

Des chasseurs américains et européens ont mené de nombreux raids aériens contre l'enceinte résidentielle de Mouammar Kadhafi, tuant ainsi des membres de sa famille. Frustrés par la durée de l'opération, qui est essentiellement dans une impasse, les stratèges militaires concentrent de plus en plus leurs efforts à déposer le chef d'État libyen pour transférer le pouvoir à d'autres forces au sein du régime. Cela pourrait se faire par une révolte dans le cercle rapproché de Kadhafi ou, sinon, par l'assassinat.

Plus tôt cette semaine, Mike Turner, un congressiste républicain et membre du House Armed Services Committee, a parlé d'une discussion qu'il avait eue avec l'amiral Samuel Locklear dans laquelle le commandant de l'OTAN en Italie a admis explicitement l'existence d'une politique d'assassinat. Selon Turner, Locklear « a expliqué que le mandat de protection de la population était interprété afin de permettre la déposition de la hiérarchie de commandements de l'armée de Kadhafi, dont Kadhafi fait lui-même partie ».

Mardi dernier, Stratfor, un groupe de réflexion étroitement lié à l'appareil d'État américain, a affirmé que les accusations de crime de guerre portées contre Kadhafi par la Cour pénale internationale « donnent une impulsion accrue à l'actuelle stratégie de l'OTAN consistant à utiliser la puissance aérienne pour assassiner le chef libyen dans le but d'accomplir la mission : un changement de régime ».

Mercredi dernier, le président américain Barack Obama a amené sa position lors d'une conférence de presse qui traitait essentiellement des plans pour d'énormes coupes dans les programmes sociaux aux États-Unis. Grâce aux actions des États-Unis, a déclaré Obama, cet « homme qui parrainait des opérations terroristes contre les États-Unis d'Amérique est maintenant acculé au pied du mur et le noeud coulant se resserre ». Ce n'était pas la première fois qu'Obama décidait de faire référence

au lynchage en parlant de Kadhafi.

Durant sa conférence de presse, Obama a fait plusieurs déclarations extraordinaires sur le sujet de la Libye. Il a écarté les questions constitutionnelles soulevées par la loi sur les pouvoirs de guerre – promulguée après les révélations que l'État avait menti et agi criminellement durant la guerre des États-Unis au Vietnam – les qualifiant de « bavardage sur le processus et sur la consultation au Congrès, et ainsi de suite ». Le président, supposément un étudiant du droit constitutionnel, a tourné en dérision ceux qui critiquent l'illégalité de la guerre en Libye en disant qu'ils faisaient des « histoires ».

Ensuite, n'ayant même pas d'argument pseudolégal pour justifier sa politique, Obama s'est rabattu sur l'argument que Kadhafi, « avant Oussama Ben Laden, a été responsable de la mort de plus d'Américains qu'à peu près n'importe qui sur la planète ».

Personne des médias n'a jugé bon d'insister pour que le président revienne sur cette question. Avant la décision de bombarder la Libye en mars, Kadhafi profitait de relations amicales avec toutes les grandes puissances, y compris les États-Unis. En 2003, la Libye avait mis un terme à son programme d'armement nucléaire et biologique et ce geste avait été louangé par l'administration Bush comme le modèle à suivre pour l'Iran et la Corée du Nord.

En avril 2009, le fils de Kadhafi, à ce moment ministre de la Sécurité nationale du pays, a été chaleureusement accueilli par Hillary Clinton au département d'État. Cet événement a été suivi deux mois plus tard par une poignée de main, bien couverte dans les médias, entre Kadhafi et Obama.

Durant cette période, Kadhafi signait d'importants contrats avec les sociétés pétrolières américaines et européennes. Ensuite, pour des raisons qui n'ont jamais clairement été expliquées, mais qui sont clairement liées aux intérêts géostratégiques des puissances européennes et des États-Unis, la décision fut prise de renverser le régime de Kadhafi et de mettre en place un régime qui serait encore plus lié aux intérêts de l'impérialisme.

Après avoir d'abord tenté de déposer le gouvernement en appuyant les « rebelles » à l'est et à l'ouest, les États-Unis et l'OTAN adoptent maintenant une méthode plus directe.

Cette « pression ciblée, chirurgicale », signifie le recours aux drones téléguidés de l'armée et de la CIA ainsi qu'aux forces spéciales comme celles qui ont assassiné Ben Laden. Sous l'administration Obama, les États-Unis ont considérablement intensifié l'utilisation des drones en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, au Yémen et maintenant en Libye, pour tuer toute personne qui serait qualifiée de « militant » ou de « terroriste ». Un sixième pays a été ajouté à la liste la semaine dernière lorsqu'un drone américain a attaqué les présumés dirigeants d'une organisation affiliée à Al-Qaïda en Somalie.

Dans une période historique précédente, des sections de la classe dirigeante américaine ont vu les immenses dangers que posaient de telles politiques. En 1965, après son arrivée au pouvoir, confronté à la révélation de complots d'assassinat par les États-Unis dans diverses parties du monde, le président Lyndon Johnson avait déclaré que les États-Unis « dirigent un satané Meurtre inc. »

En 1976, la commission Church, qui a mené des enquêtes du Sénat sur les complots d'assassinat de la CIA, avait conclu qu'une politique d'assassinat « transgresse les préceptes moraux essentiels à notre mode de vie ». Un ordre exécutif émis dans la foulée de la commission a interdit explicitement cette pratique.

Évidemment, il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'impérialisme américain. Cependant, il s'est produit un véritable effondrement de la responsabilité légale et démocratique, même si celle-ci n'existait qu'en apparence, au cours des 35 dernières années. Une politique d'assassinat par l'État est le couronnement d'un processus formé de guerres d'agression illimitées, de torture, de détention sans accusation, et de l'érosion des droits démocratiques aux États-Unis. Ce processus est étroitement lié à la transformation des relations sociales aux États-Unis, à la montée d'une aristocratie financière parasite et à la croissance extraordinaire de l'inégalité sociale.

Des politiques visant à assassiner Kadhafi en tant que stratégie militaire auront des conséquences majeures. L'administration Obama et la classe dirigeante américaine démontrent qu'ils sont prêts à tuer extrajudiciairement n'importe qui jugé comme étant un obstacle. Ce n'est pas qu'un avertissement dirigé vers les organisations politiques ou les chefs d'État étrangers. Il ne fait pas de doute que le personnel du gouvernement américain utiliserait des méthodes semblables contre toute opposition importante au pays même.

Joe Kishore

08/07/2011

<http://mediabenews.wordpress.com/>

L'OTAN bombarde un dispensaire dans l'est de Tripoli : 7 morts.

L'OTAN a bombardé, lundi, un dispensaire à Zliten (est de Tripoli) faisant au moins sept morts, ont dénoncé les autorités libyennes. Les autorités ont conduit des journalistes accrédités à Zliten où ils ont pu voir un bâtiment complètement détruit, avec le croissant rouge à l'entrée et des produits pharmaceutiques, un brancard, des gants, des bouteilles d'oxygène éparpillées.

Dans l'après-midi, les secours s'activaient en quête d'éventuels survivants.

Dans une autre zone, les journalistes ont constaté que des dépôts de produits alimentaires étaient endommagés, et le 4e était en flammes. Les journalistes ont vu des centaines de sacs de riz, des tomates, de l'huile végétale partir en fumée.

Lundi 25 Juillet 2011

http://www.atlasinfo.fr/L-OTAN-bombarde-un-dispensaire-dans-l-est-de-Tripoli-7-morts_a19194.html

3 Politique

Les parties prenantes

Libye

Paroles & action du président...

Kadhafi sollicite l'intervention du Nigeria

Le guide libyen, Mouammar Khadhafi, a demandé l'intervention du Nigeria pour mettre fin aux raids des avions de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur la Libye. Cette demande figure dans un message du guide Kadhafi transmis au président nigérian, Goodluck Jonathan, par le ministre libyen des Affaires étrangères, Abdulahi Obaidi. Dans son message, il affirme que 'l'OTAN doit cesser de violer la souveraineté de la Libye en tant que nation'. 'Puisque la crise en Libye est interne, une intervention extérieure n'a aucune raison d'être', ajoute-t-il.

L'émissaire du guide libyen a déclaré que le président Jonathan a promis de soumettre la question au prochain sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UA) qui débutera le 29 juin à Malabo, en Guinée équatoriale.

_25/06/2011

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/libye/libye:-un-chercheur-soutient-que-l%E2%80%99otan-devoile-les-mensonges-sur-la-guerre-2011062516398.html>

Opération Unified Protector

a) Les "rebelles "

Libye: le CNT (Conseil national de transition) réclame des fonds...

La rébellion libyenne a besoin d'urgence de fonds pour continuer à lutter contre le régime de Mouammar Kadhafi et un cessez-le-feu sur le terrain n'interviendra que lorsque le leader libyen sera vaincu, a affirmé aujourd'hui un responsable de l'opposition.

Interrogé en marge d'une réunion du groupe de contact sur la Libye à Istanbul, Mahmoud Shammam, chargé des médias au sein du Conseil national de transition (CNT), instance dirigeante de la rébellion libyenne, a indiqué:

"Ce dont nous avons le plus besoin, c'est des fonds, des fonds et des fonds".

"Nous avons besoin de trois milliards de dollars", a-t-il souligné. Il faisait apparemment allusion à une proposition du CNT, soutenue aussi par la Turquie, de distribuer aux protagonistes en Libye pour des besoins strictement humanitaires des avoirs gelés du régime libyen.

"Nous voulons voir se mettre en place un mécanisme qui deviendra une réalité" pour l'utilisation de ces fonds, a-t-il dit.

M. Shammam a déploré une situation dramatique des réfugiés libyens qui ont fui en Tunisie et en général pour les personnes déplacées en raison des combats entre rebelles et forces loyalistes.

En réponse à une question d'une journaliste lui demandant si un cessez-le-feu pourrait être instauré avant le mois musulman du ramadan, qui commence début août, M. Shammam a dit: *"Non, seulement quand nous aurons vaincu Kadhafi, pas avant"*.

AFP

15/07/2011

b) L'Otan

Opération Unified Protector

1 Fogh Rasmussen

Déclaration faite par le Secrétaire général de l'OTAN à l'issue de la réunion avec une délégation du Conseil national de transition de Libye.

Nous venons d'avoir une réunion informelle entre le Conseil de l'Atlantique Nord, les partenaires contribuant à l'opération Unified Protector, et des membres du Conseil national de transition, pour discuter de la voie à suivre en Libye.

Les pays membres et partenaires de l'OTAN ont rendu compte des progrès de notre mission militaire de protection des populations civiles. Les membres du Conseil national de transition nous ont remerciés pour le rôle humanitaire indispensable de cette mission. Et ils nous ont expliqué comment ils envisageaient l'avenir de leur pays : un avenir fondé sur la démocratie, l'état de droit et le respect des droits humains.

Le Conseil national de transition a une grande responsabilité à assumer pour un passage sans heurts vers un avenir placé sous le signe de la démocratie et de l'inclusivité en Libye.

Nous nous sommes mis d'accord sur trois points.

Premièrement, les opérations menées par l'OTAN pour protéger les populations civiles doivent absolument se poursuivre. Les forces du colonel Kadhafi continuent de menacer des innocents. Et aussi longtemps que la menace se poursuivra, nous devons continuer à la combattre.

Deuxièmement, le régime du colonel Kadhafi a perdu toute légitimité.

Troisièmement, il doit y avoir une solution politique. Dirigée par les Libyens. Appuyée par la communauté internationale. Et répondant aux exigences légitimes du peuple libyen – comme l'a exigé le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'heure est venue de trouver une solution.

Pour le peuple libyen – qui est en droit de vivre sans violence et sans crainte ; qui est en droit de planifier son propre avenir ; et dont les aspirations légitimes doivent être satisfaites.

13 juil. 2011

extrait du site www.nato.int. -

COMMUNIQUE du Comité Surveillance OTAN.

Non à la reconnaissance du Conseil national de Transition Libyen !

Pour le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces militaires belges engagées en Libye ! Le 14 juillet, notre ministre des Relations Extérieures annonce que « la Belgique reconnaît le Conseil National de Transition libyen, comme représentant légitime du peuple libyen ». Les jours précédents, la réunion de la Commission des Relations Extérieures et celle de la Commission de la Défense n'avaient même pas abordé ce sujet. Les questions des députés à propos de la Libye ne portaient que sur les coûts de la participation belge à la guerre de l'Otan, et sur la possible livraison d'armes de fabrication belge au CNT par les Emirats Arabes Unis.

Au même moment, le représentant du Conseil National de Transition, était reçu « comme un chef d'Etat » par l'Union Européenne, par les autorités du Benelux et par l'OTAN. La déclaration de Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, à l'issue de cette rencontre est particulièrement édifiante : « *Nous nous sommes mis d'accord sur trois points : 1. les opérations menées par l'OTAN pour protéger les populations civiles doivent absolument se poursuivre ; 2. le régime du colonel Kadhafi a perdu toute légitimité. 3. Il doit y avoir une solution politique. Dirigée par les Libyens. Appuyée par la communauté internationale* ».

C'est donc l'Otan qui prend les décisions de politique extérieure pour la Belgique, et même pas le Roi, ni les Ministres, et moins encore le parlement. La Belgique poursuit sa fuite en avant dans la guerre contre la Libye. Depuis le vote du parlement du 19 mars 2011, en quatre mois seulement, on est passé de la participation à « une intervention militaire pour protéger des civils », à la participation directe à un coup d'Etat international, contre le gouvernement d'un pays souverain. La « solution politique » mise en avant par l'Otan est de renverser le pouvoir actuel et de mettre à sa place ce Conseil National de Transition.

Le Conseil National de Transition, est installé à Benghazi, sans avoir été élu par la population libyenne et sans représenter aucun mouvement populaire, aucune force politique d'opposition intérieure. Il réunit des déserteurs du régime de Kadhafi, des exilés revenus en hâte des Etats-Unis, des monarchies du Golfe et d'autres lieux, des gens liés à Al Kaida. Il reçoit en abondance des armes de l'extérieur, il est financé par les pays coalisés autour de l'Otan et il « avance » sur le territoire libyen préalablement « nettoyé » par les milliers de bombes déversées par l'Otan et qui ont déjà provoqué un véritable désastre tant en pertes humaines qu'en destruction des biens et des constructions civiles nécessaires à la population libyenne. Le CNT a aussi à son actif bon nombre d'exactions, comme les nettoyages ethniques et les razzias dénoncées récemment par Human Rights Watch.

Ceux que nos ministres appellent « les représentants légitimes du peuple » ne sont qu'un groupe d'affairistes et d'aventuriers prêts à offrir les richesses du peuple libyen aux multinationales, et aux Etats coalisés autour de l'Otan, aux gouvernements d'Europe et des Etats-Unis qui rêvent de nouvelles entreprises coloniales. La réunion du « Groupe de Contact » vient d'ailleurs de décider qu'une partie des milliards de dollars appartenant à l'Etat libyen, qui étaient gelés dans les banques occidentales, seront dégelés au bénéfice du CNT, décrété pour la cause « représentant légitime du peuple libyen »

Notre gouvernement a déjà prolongé de trois mois sa participation à la guerre criminelle de l'Otan. Il reconnaît à présent le CNT de Benghazi comme représentant légitime du peuple libyen. Nous dénonçons ces coups de force ! Non à la reconnaissance du Conseil national de Transition Libyen ! Pour le retrait immédiat et inconditionnel de toutes forces militaires belges engagées en Libye !

Le 15 juillet 2011

Le Comité de Surveillance OTAN

L'Otan donne la permission aux rebelles de mener une offensive sur Tripoli.

«M. Rasmussen a jugé que [les livraisons d'armes par la France] permettraient de protéger la population civile, en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le sujet.»

«Les insurgés cherchent notamment à reprendre Bir Al-Ghanam, un carrefour stratégique à quelque 50 km au sud de Tripoli, afin d'être à portée de canon de la capitale libyenne.» Il n'y a pas de civils à Tripoli.

La rébellion libyenne reçue le 13 juillet par les pays de l'Otan

Une délégation de la rébellion libyenne va être reçue le 13 juillet pour la première fois par les représentants de 28 pays de l'Otan à Bruxelles et parler avec eux de la transition vers la démocratie en Libye, a annoncé mercredi son secrétaire général Anders Fogh Rasmussen.

Le conseil de l'Otan (qui regroupe les ambassadeurs des pays de l'Alliance atlantique) aura une réunion informelle avec M. (Mahmoud) Jibril (le numéro deux de la rébellion) et d'autres représentants du CNT, le Conseil national de transition basé à Benghazi, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles.

Le but de cette réunion est d'échanger des points de vue et je pense que M. Jibril va présenter la feuille de route pour la transition vers la démocratie en Libye, a indiqué M. Rasmussen.

Le CNT a élaboré une telle feuille de route et c'est important pour le Conseil de l'Otan de discuter ce sujet avec M. Jibril, a-t-il souligné, répétant que le but primordial des entretiens était d'échanger des points de vue.

Le secrétaire général de l'Otan a souligné qu'il aurait lui-même en plus (...) une rencontre bilatérale avec M. Jibril ce jour-là. L'information sur une rencontre en tête-à-tête entre M. Rasmussen et la rébellion libyenne avait filtré mardi de source diplomatique mais pas celle d'une réception par l'ensemble des pays de l'Otan, qui marque un pas supplémentaire dans la reconnaissance internationale du CNT.

L'Otan, pour sa part, n'a pas encore de représentation à Benghazi.

A cette occasion, un membre du CNT doit aussi rencontrer la semaine prochaine le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy. Et il aura probablement aussi un entretien avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ainsi qu'avec un haut responsable du service d'action extérieure européen dont la chef, Catherine Ashton, sera alors absente.

Si la diplomate en chef de l'UE a déjà reçu à Bruxelles un envoyé du CNT, côté Otan ce sera une première.

M. Rasmussen n'a pas voulu évaluer les chances de l'offensive lancée mercredi matin par les rebelles de l'ouest en direction de Tripoli. Mais, a-t-il ajouté, il est clair que (le leader libyen Mouammar) Kadhafi perd du terrain.

Chaque jour sa machine de guerre est dégradée, ses généraux et ses ministres le lâchent et il a perdu le soutien de la communauté internationale. Bref, a-t-il estimé, la partie est terminée pour le numéro un libyen.

Le secrétaire général de l'Otan a souligné que depuis que l'alliance occidentale avait pris le contrôle des opérations le 31 mars, elle avait endommagé ou détruit 2.700 objectifs militaires légitimes, plus de 600 chars et pièces d'artillerie et près de 800 casemates et dépôts de munitions. Et, selon lui, le résultat est facile à voir.

Quant à la livraison d'armes par la France aux rebelles libyens dans la même région ouest du pays, M. Rasmussen a répété qu'elle ne relevait pas de l'Alliance atlantique, ne s'étant pas inscrite dans le cadre de l'Otan et n'ayant pas fait partie des opérations de l'Otan.

Se refusant à tout autre commentaire, il a cependant noté que cette livraison d'armes par la France avait eu pour but de protéger les civils en les rendant aptes à se défendre contre les attaques des troupes de M. Kadhafi.

06 juillet

AFP /

Livraisons d'armes aux rebelles libyens: "Pas de problème"...

Le secrétaire-général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, ne voit "*pas de problème*" au parachutage récent d'armes par la France aux rebelles libyens, en dépit de l'embargo sur les armes visant la Libye. "*J'ai compris que ces livraisons de la France avaient pour objectif de protéger les citoyens et de leur donner la possibilité de se défendre contre les attaques du régime de Kadhafi*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles. [*et accessoirement de mener l'offensive vers Tripoli*]

La mission "Unified Protector" de l'OTAN en Libye s'articule autour de trois axes: la mise en oeuvre d'une zone d'exclusion aérienne, l'application d'un embargo sur les armes et la protection de la population contre la répression. En dépit de l'embargo, la France a livré ces derniers jours des armes aux rebelles.

M. Rasmussen a souligné mercredi que les livraisons ne s'inscrivent pas dans la mission de l'OTAN, mais il n'y voit pas pour autant un problème. Il a jugé qu'elles permettaient de protéger la population civile, en conformité avec la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le sujet.

Le secrétaire-général de l'OTAN a par ailleurs fait savoir que les représentants du Conseil national de transition libyen seraient reçus mercredi prochain par les 28 ambassadeurs des pays membres de l'organisation. Il aura également un entretien particulier avec eux.

(belga)

c) Otan - Paroles & action

L'OTAN refuse de cesser ses opérations en Libye.

L'Otan va "continuer" ses opérations en Libye pour éviter que "d'innombrables civils supplémentaires perdent la vie", a déclaré mercredi le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, alors que Rome a demandé la suspension "immédiate" les hostilités.

"L'Otan va continuer sa mission parce que si nous arrêtons, d'innombrables civils pourraient perdre la vie", a affirmé M.

Rasmussen dans une vidéo publiée sur le site de l'Otan.

"Ces derniers jours, il a été dit que les actions de l'Otan avaient pu mener à des pertes civiles (...) Je regrette profondément toute perte humaine dans ce conflit", a-t-il ajouté.

"Mais n'oubliez pas que c'est le régime (du dirigeant libyen Mouammar) Kadhafi qui a initié le conflit en attaquant sa propre population, pas l'Otan", a également dit M. Rasmussen.

"Ce sont les forces du régime de Kadhafi qui bombardent des villes avec des chars et de l'artillerie lourde, pas l'Otan".

"Et c'est le régime de Kadhafi qui tire des roquettes depuis des mosquées et des bunkers situés à proximité de aires de jeux pour enfants, pas l'Otan", a encore déclaré le secrétaire général de l'Alliance atlantique.

L'Italie a réclamé mercredi une cessation des hostilités en Libye pour l'instauration de couloirs humanitaires alors que l'Otan poursuit ses frappes contre les forces du régime de Mouammar Kadhafi malgré les critiques après des raids ayant tué des civils.

Mais Paris s'est immédiatement dit opposé à "toute pause dans les opérations", estimant que cela "risquerait de permettre à Mouammar Kadhafi de gagner du temps et de se réorganiser.

L'alliance a reconnu avoir tué par erreur des civils lors d'une frappe nocturne à Tripoli dimanche, dans laquelle neuf personnes, dont cinq membres d'une même famille, sont mortes. Le 16 juin, l'Otan avait également frappé accidentellement une colonne de véhicules rebelles dans la région de Brega.

22/06/2011

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/709312/LOTAN_refuse_de_cesser_ses_operations_en_Libye_.html

d) Dans les coulisses

L'Otan a trouvé un gouvernement "légitime" pour la Libye. Moins de 6 mois après la création du Conseil National de Transition. Avant la moindre élection. Au moyen des milliers de bombes s'abattant sur la Libye.

PANA

<http://www.africanmanager.com/articles/134174.html>

e) Sur le terrain

"Un millier de civils tués par l'Otan"

Un millier de civils libyens ont péri dans les raids de l'Otan depuis le début des opérations contre le régime de Mouammar Kadhafi et quelque 4.500 autres ont été blessés, a affirmé un juge libyen. S'exprimant devant la presse étrangère à Tripoli, le procureur général Mohamed Zekri Mahjoubi a aussi annoncé avoir porté plainte devant les tribunaux libyens contre le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen pour "crimes de guerre".

"En tant que secrétaire général de l'Otan, Rasmussen est responsable de l'action de cette organisation qui s'est attaquée à un peuple désarmé tuant 1.108 civils et blessant 4.537 autres lors des bombardements de Tripoli et d'autres villes et villages" dans le pays, a dit ce juge. Le procureur libyen qui s'est adressé à la presse dans un tribunal de Tripoli a donné lecture d'un acte d'accusation de 10 points, inculquant le secrétaire général de l'Otan de "*crimes de guerre*" de "*tentative de tuer le guide de la révolution Mouammar Kadhafi*", d"*agression délibérée contre des civils innocents*" de "*meurtres d'enfants*" et de "*tentative de renverser le régime libyen et de le remplacer par un pouvoir inféodé qui permet à l'Otan et aux pays occidentaux de contrôler les richesses*" de la Libye.

Il demande par conséquent aux "*tribunaux libyens compétents de juger le secrétaire général de l'Otan*". Selon ce juge, d'autres plaintes contre l'Otan seront ultérieurement présentées devant des juridictions internationales. L'Alliance atlantique, qui dirige les opérations militaires sous mandat de l'ONU depuis le 31 mars, essaye depuis près de cinq mois de pousser vers la sortie le colonel Kadhafi, mais pour le moment les frappes aériennes n'ont pas porté de coup décisif.

13/07/2011

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/07/13/97001-20110713FILWWW00577-libye-un-millier-de-civils-tues-par-l-otan.php>

<http://www.michelcollon.info/VIDEO-Sarkozy-combien-d-enfants-as.html>

2) Les Usa

Obama

Obama désavoué par la Chambre des représentants.

La Chambre des représentants a rejeté vendredi, par 295 voix contre 123, une mesure donnant au président américain Barack Obama l'autorité pour continuer l'opération militaire contre la Libye.

Ce vote n'a pas d'effet immédiat sur l'implication américaine, mais il représente un désaveu pour le commandant en chef.

C'est la première fois depuis 1999 que les deux chambres du Congrès américain votent contre une opération militaire. La dernière fois, c'est l'autorité de Bill Clinton dans la guerre en Bosnie qui avait été désavouée par les parlementaires. Les leaders républicains à la Chambre des représentants avaient fait pression pour qu'un tel vote ait lieu, les membres de base affirmant que Barack Obama n'avait pas respecté la loi en ne demandant pas le feu vert du Congrès pour cette guerre qui a débuté il y a trois mois. Certains démocrates accusent les républicains de jouer avec la sécurité nationale à des fins politiques.

AP

Les USA pourront financer légalement les rebelles de l'Otan sur les avoirs du peuple libyen

"Désormais, Washington pourra donc financer les rebelles grâce à plus de 30 milliards de dollars d'avoirs détenus par le régime de Kadhafi et gelés dans les banques américaines"
Les plus de 30 milliards de dollars d'avoirs "détenus par le régime de Kadhafi", sont les fonds souverain libyens, pas "les biens du régime de Kadhafi", et le "gel" dans les banques américaines (et européennes) et le dégel au profit des hommes de mains de l'Occident, est du vol pur et simple, aux lourdes conséquences pour toute l'Afrique : voir l'article de Dinucci ci-dessous.

Washington pourra financer les rebelles

(Tiré du Figaro)

Les États-Unis ont annoncé officiellement vendredi, par la voix de la secrétaire d'État, Hillary Clinton, qu'ils reconnaissent le Conseil national de transition (CNT, représentant les insurgés) comme le seul gouvernement légitime de la Libye. «*Jusqu'à la mise en place d'un cabinet de transition, les États-Unis reconnaîtront le CNT en tant qu'autorité gouvernementale légitime en Libye, et nous traiterons avec lui sur cette base*», a-t-elle dit. Le CNT a donné «*des garanties*» sur les réformes démocratiques qu'il compte lancer une fois au pouvoir, a-t-elle souligné. Désormais, Washington pourra donc financer les rebelles grâce à plus de 30 milliards de dollars d'avoirs détenus par le régime de Kadhafi et gelés dans les banques américaines. Les États-Unis avaient déjà reconnu le CNT comme interlocuteur légitime représentant le peuple libyen, sans toutefois le reconnaître officiellement comme gouvernement de Libye.

(Tiré du Figaro)

Négociations souhaitées avec Washington

La Libye a annoncé samedi est prête à tenir davantage de discussions avec les États-Unis et les rebelles. Le porte-parole du régime libyen Moussa Ibrahim a qualifié de «*dialogue productif*» la rencontre entre des responsables libyens et des émissaires américains la semaine dernière en Tunisie.

«*De nouvelles rencontres, à l'avenir, contribueront à la résolution des problèmes libyens*», a déclaré le porte-parole vendredi soir à Tripoli. «*Nous voulons parler davantage aux Américains*».

Pour le chef du Conseil national de transition (CNT), Moustafa Abdel Jalil, Mouammar Kadhafi doit accepter publiquement de se retirer en préalable à toute négociation.

Selon Moussa Ibrahim, des officiels libyens sont disposés à négocier avec les rebelles, qui contrôlent à peu près la moitié du pays, mais seulement aux conditions du gouvernement. «*Les États ne négocient pas avec des bandes armées*», a-t-il déclaré. Mouammar Kadhafi a lui-même encouragé ses compatriotes à convaincre les rebelles de déposer les armes.

<http://www.tdg.ch/actu/monde/bombardements-tripoli-allemande-offre-100-millions-rebelles-2011-07-24>

Dans les coulisses.

L'objectif de l'OTAN est de changer le régime en Libye, selon des responsables américains.

Après 100 jours de frappes aériennes intenses et ininterrompues de l'OTAN contre la Libye, se dévoilent chaque un peu plus les véritables desseins de cette guerre menée par l'Occident contre un petit du Tiers-Monde, à savoir, assujettir ce pays et changer son régime à travers l'assassinat de son leader Mouammar Kadhafi.

Menée au départ sous le prétexte fallacieux, selon les observateurs de la scène politique internationale, pour protéger les civils libyens, très vite les frappes aériennes de l'OTAN qui a repris, le 31 mars dernier, le commandement de cette campagne militaire contre la Libye, ont ciblé les civils en premier lieu.

En effet, le bombardement systématique de l'infrastructure de base du pays dont les civils sont les premiers bénéficiaires dénote, sans ambages, que ce sont ces mêmes civils qui, les premiers, en paient les frais.

Les bavures du raid mené contre le quartier de Arada, dans le secteur de Souk Jumaa, banlieue-est de Tripoli,

qui ont fait 15 morts dont cinq membres d'une même famille, ainsi que plusieurs blessés graves et qui ont été reconnues par l'OTAN, elle-même, avançant l'explication superficielle de "défaillances technique dans le système de tir", sont, en fait, le summum de cette escalade militaire qui a pris en otage les civils libyens.

Le bombardement de la résidence du général Khouildi Hmidi, située à Sorman, à 60 km à l'ouest de Tripoli, qui a tué plusieurs membres de sa famille et leurs voisins, le raid effectué dimanche contre un restaurant et une boulangerie à Brega (est), qui a fait plus de 15 civils tués et une vingtaine de blessés et celui mené auparavant et qui a tué plus de 11 imams et érudits du Coran dans la même ville de Brega, sont autant de preuves que l'objectif de l'OTAN n'est pas de protéger les civils libyens.

Ainsi, la concentration des frappes sur la résidence du leader libyen, Mouammar Kadhafi, à Bab Al-Aziziya et l'assassinat de son fils cadet Seif Al-Arab et de trois des ses petits-enfants témoigne de la volonté des pays de l'OTAN d'assassiner le guide Kadhafi et de changer le régime en Libye.

Ainsi, un représentant républicain au Congrès américain, Mike Turner, citant l'amiral américain, Samuel Walker, qui a repris les propos du commandant des opérations de l'OTAN basé à Naples, en Italie, a indiqué que le but de la campagne militaire contre la Libye est d'assassiner le guide Mouammar Kadhafi et d'opérer un changement de régime dans le pays.

Selon ce parlementaire américain, "l'OTAN a intensifié ses efforts pour traquer et tuer Kadhafi, malgré l'annonce par le président Barack Obama, que le but de l'opération à la Libye n'est pas un changement de régime".

Il a ajouté que l'OTAN agissait en dehors de la résolution 1973 adoptée par les Nations unies.

M. Turner a indiqué dans une déclaration au magazine américain "Foreign Policy" que le bombardement systématiques des centres de commandement militaire libyen visait à faire changer le régime et que l'administration du président Obama songeait à envoyer des troupes au sol après l'effondrement du régime de leader Kadhafi.

Plusieurs analystes s'interrogent aussi sur l'engagement de l'Etat du Qatar aux côtés des groupes armés libyens en apportant un soutien important à la rébellion tant du point de vue matériel que militaire.

Ces analystes ont noté le rôle joué par le Qatar pour pousser la Ligue arabe à cautionner la présentation du dossier de la Libye devant le Conseil de sécurité des Nations unies et de ce fait, la caution morale apportée aux mesures arrêtées contre la Libye.

Toutefois, c'est la facture payée par les civils libyens qui pose des interrogations légitimes sur la portée d'une guerre qui était censé les protéger, alors qu'en réalité, ces opérations militaires n'ont fait que porter préjudice aux populations civiles en terrorisant les enfants, les femmes et les vieillards, privant les citoyens de la quiétude en les empêchant de mener une vie normale

*"le bon vieil impérialisme occidental a du plomb dans l'aile.
Il n'a peut-être plus les moyens de ses ambitions..."*

Sur le terrain

Touchons-les dans leur confort ...l'Otan bombarde un dépôt de produits alimentaires

Selon M. Berlusconi, des « *questions très précises ont été posées aux protagonistes de cette initiative, c'est-à-dire au président Sarkozy et au premier ministre David Cameron. Ils ont répondu que la guerre se terminerait quand la population de Tripoli se révolterait contre le régime actuel* »

La politique de l'Otan de blocus et de destruction des infrastructures, à présent des dépôts de nourritures, montre clairement l'espoir des pays de l'Otan d'arriver à ce résultat, pousser la population à se révolter pour éviter la pénurie, et sinon la punir.

«*Certains analystes disent que le régime se trouve désormais à court de carburant et de vivres, ce qui pourrait conduire à une agitation populaire contre le régime avec le début du ramadan le mois prochain.*» (Reuters, ci-dessous)

«*Peut-être devons-nous faire ressentir les bombardements en faisant mal à la population serbe elle-même. Infligeons-leur des pertes. Touchons-les dans leur confort. La plus grande catastrophe ne serait pas qu'il y ait des pertes de vies, mais que les opérations de l'Otan ne soient pas un succès*», déclarait le général belge Herteleer pendant la guerre du Kosovo...

L'Otan intensifie encore ses frappes.

L'Alliance atlantique a intensifié hier ses frappes à [Zliten](#), ville à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de la ville rebelle de Misrata, qui est dans la ligne de mire des rebelles.

Plusieurs explosions ont été entendues à l'est de la ville dans l'après-midi, où des colonnes de fumée ont été aperçues, selon un journaliste de l'AFP qui faisait partie d'un groupe de correspondants de la presse étrangère emmené par les autorités dans cette ville. Hier soir, la télévision libyenne a annoncé par ailleurs des raids de l'Otan ayant visé un dépôt de produits

alimentaires. Selon le régime, les bombardements de l'Otan ont fait plusieurs victimes parmi les civils. *[mais "le régime", comment le croire?]*

A l'hôpital de la ville, les journalistes ont pu accéder à quatre chambres où gisaient une dizaine de blessés qui affirment *[sic]* être victimes des raids de l'Otan, notamment dans la région de Soug Ethlath, à l'est de la ville, pas loin de la ligne de front.

"Les autres chambres sont réservées aux femmes. Vous ne pouvez pas y accéder", a lancé un responsable de l'hôpital aux journalistes qui ont pu voir des militaires, dont certains blessés, qui entraient et sortaient à l'hôpital central de Zliten devant lequel quelques dizaines de personnes attendaient des nouvelles des leurs. Selon un membre du personnel de l'hôpital, Fradj Jamal, 80 civils ont été blessés hier dans des raids de l'Otan.

L'Otan a visé lundi des baraques servant initialement de bureaux à une compagnie de construction turque, selon les autorités qui ont emmené les journalistes sur le site visé, ainsi qu'un petit complexe commercial comprenant notamment une société de transport de marchandises et un atelier de peinture. Les autorités ont dénoncé des raids visant l'infrastructure et des sites civils, affirmant qu'il n'y avait aucune activité militaire autour des sites visés. L'alliance atlantique a annoncé avoir détruit mercredi 13 cibles militaires à Zliten, en particulier des postes de commandement et des dépôts. *[et aucune nuance de doute ici bien entendu]*

AFP,

22/07/2011

NB

Les commentaires à la suite de cette dépêche sur <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/07/22/97001-20110722FILWWW00232-libyezliten-l-otan-intensifie-ses-frappes.php> sont intéressants, comme souvent sur le site du Figaro, paradoxalement?

Il est possible que les sites des journaux dit "de gauche" soient plus la cible de la propagande, mais aussi que leurs lecteurs soient globalement plus sensibles à la corde du devoir humanitaire.

C'est une indication qui n'a pas bien sûr valeur de sondage, mais on est là largement au dessus des "55% d'opinion défavorables à la guerre" du dernier sondage.

Extraits:

A croire qu'il n'y a pas 6 millions de libyens qui vivent en Libye. A croire qu'il n'y a que des cibles militaires dans les villes libyennes. A croire que les enfants, les femmes et les petits vieux qui composent toute population humaine ne vivent qu'au milieu des bases militaires. L'Otan continue à punir les mauvais civils, à détruire leurs infrastructures, leurs magasins d'alimentation, leurs lieux publics. L'Otan en est réduite à semer la terreur parmi les civils pour que triomphe enfin la religion du veau d'or

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19